

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 02/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NOVACYL

Usine de Saint-Fons Chimie
Rue Prosper Monnet - BP53
69190 Saint-Fons

Références : UDR-CRT-24-206-AC
Code AIOT : 0006112348

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2024 dans l'établissement NOVACYL implanté Usine de Saint-Fons Chimie Rue Prosper Monnet - BP53 69190 Saint-Fons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOVACYL
- Usine de Saint-Fons Chimie Rue Prosper Monnet - BP53 69190 Saint-Fons
- Code AIOT : 0006112348
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société NOVACYL, dont la désignation commerciale est SEQENS, exploite à Saint-Fons (Rhône)

une unité de fabrication d'aspirine. Cette unité est implantée au sein de la plateforme du groupe SYENSQO. Le site est classé Seveso seuil bas au titre de la nomenclature des installations classées et relève également de la directive IED relative aux émissions industrielles. Son fonctionnement est encadré par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2015 modifié.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 4.3.1	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
5	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 9.2.3	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 4.3.7 et 4.3.9	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Transmission GIDAF	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 9.2.3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protection des eaux d'alimentation	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 4.1.2	Sans objet
2	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 4.1.1	Sans objet
3	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 16 décembre 2024 faisait suite aux inspections réalisées les 12 août 2022 et 26 mars 2024 sur la thématique des rejets aqueux. Elle visait à faire le point sur les réponses et actions mises en œuvre par l'exploitant suite aux demandes formulées par l'inspection des installations classées lors de ces visites.

Il ressort de cette inspection que l'exploitant n'a pas répondu à un certain nombre de demandes, notamment concernant le respect de la fréquence de son autosurveillance et la transmission des résultats.

En conséquence, l'inspection propose à Mme la préfète de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à certaines prescriptions techniques détaillées dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des eaux d'alimentation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 4.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux

Prescription contrôlée :

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Demande n°2 du rapport de la visite d'inspection du 12/08/2022 (UDR-CRT-22-151-AC) :
L'exploitant transmettra les éléments justifiant de l'installation et du bon état de fonctionnement des équipements de disconnexion sous 3 mois.

Constats :

Le rapport d'intervention RI 22-06021 transmis à l'Inspection le 30/08/2022 faisait état de travaux à réaliser sur l'un des disconnecteurs du site. Lors de la visite des installations, l'Inspection a constaté que les travaux avaient été réalisés : le piquage a été supprimé. L'exploitant a présenté le rapport d'inspection du 24/06/2024 : aucune anomalie n'a été relevée pour ce disjoncteur.

Les éléments transmis permettent de clore la demande du rapport de la visite d'inspection du 12/08/2022.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 4.1.1

Thème(s) : Situation administrative, Consommation d'eau

Prescription contrôlée :

La quantité journalière d'eau prélevée dans le milieu naturel par la société Rhodia Usine de Saint-Fons Chimie pour le compte de la société Novacyl est limitée à 500 m³/h ; cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie.

L'alimentation en eau est munie d'un dispositif de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée dont les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m ³ /an)	Débit maximal horaire (m ³ /h)	Débit maximal journalier (m ³ /j)
-------------------------	--------------------------------------------------	-------------------------------------------------	-------------------------------------------	----------------------------------------------

	du réseau			
Eau de surface (d r a i n d u R h ô n e)	Rhône	2 000 000	500	10 000

Constats :

L'exploitant a présenté le suivi de sa consommation d'eau annuelle, mensuelle et journalière. Aucun dépassement n'a été constaté sur l'année 2023, les mois de novembre et juillet 2024 et les journées du 12 au 15 décembre 2024.

Au 31/11/2024, la consommation du site s'élève à 987 000 m³. L'exploitant indique que des travaux de mise en série des systèmes d'échangeurs thermiques ont permis de réduire significativement la consommation d'eau industrielle du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II

Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Demande n°1 du rapport de la visite d'inspection du 26/03/2024 (UDR-CRT-24-056-AC) :

Sous un mois, l'exploitant transmet à l'inspection un plan à jour de ses réseaux d'effluents liquides, faisant apparaître les bureaux administratifs notamment. Il clarifie le cheminement des eaux sanitaires et identifie les dispositifs de traitement présents.

Constats :

L'exploitant a présenté le schéma modifié présent dans la procédure SFCN-MF-SOPR-EN06, procédure en cours de validation. Les bureaux administratifs sont bien représentés ainsi que les réseaux d'effluents qui y sont rattachés (eaux sanitaires et eaux pluviales). Une demande de mise à jour du plan des égouts a été faite auprès de Syensqo. Les éléments présentés permettent de

clôturer la demande n°1 du rapport de la visite d'inspection du 26/03/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Identification des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 4.3.1

Thème(s) : Situation administrative, Eaux sanitaires

Prescription contrôlée :

Avant le 31 décembre 2017, l'exploitant mettra en place un réseau d'assainissement de ces eaux sanitaires. Ce réseau sera séparé de celui des eaux pluviales et sera relié au réseau collectif de la Métropole de Lyon.

Demande n°2 du rapport de la visite d'inspection du 26/03/2024 (UDR-CRT-24-056-AC) :
Sous trois mois, l'exploitant étudie les solutions envisageables pour traiter ses eaux sanitaires conformément aux règles sanitaires en vigueur. Il transmet son étude et les conclusions qu'il en tire à l'inspection.

Constats :

L'exploitant a indiqué que les eaux sanitaires étaient rejetées sans traitement au milieu naturel. Il n'a pas réalisé l'étude demandée par l'Inspection dans le rapport de la visite d'inspection du 26/03/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 1 : L'exploitant est mis en demeure, sous 12 mois, de respecter l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2015 modifié susvisé et de mettre en place un réseau d'assainissement de ses eaux sanitaires. Sous 6 mois, il transmet à l'inspection des installations classées une étude technico-économique relative à la mise en conformité précitée, incluant la solution retenue.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois

N° 5 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 9.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance

Prescription contrôlée :

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission

MES	Moyen 24 heures	trimestrielle	Déclaration sous GIDAF
DBO ₅	Moyen 24 heures	trimestrielle	Déclaration sous GIDAF
DCO	Moyen 24 heures	trimestrielle	Déclaration sous GIDAF
fer	Moyen 24 heures	trimestrielle	Déclaration sous GIDAF
manganèse	Moyen 24 heures	trimestrielle	Déclaration sous GIDAF
hydrocarbures	Moyen 24 heures	trimestrielle	Déclaration sous GIDAF
Indice phénol	Moyen 24 heures	trimestrielle	Déclaration sous GIDAF
Arsenic	Moyen 24 heures	trimestrielle	Déclaration sous GIDAF

Demande n°3 du rapport de la visite d'inspection du 26/03/2024 (UDR-CRT-24-056-AC) :

L'exploitant réalise les analyses concernant les eaux de refroidissement à la fréquence indiquée à l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21/07/2015 modifié. Délai : 1 mois.

Constats :

A la date de l'inspection, 5 campagnes d'analyse des eaux de refroidissement ont été réalisées : juin, septembre (contrôle inopiné DREAL), octobre, novembre et décembre. L'exploitant a indiqué que des arrêts d'atelier non prévus couplés à des indisponibilités de son prestataire ont perturbé la planification de ses campagnes.

L'Inspection note que la fréquence d'analyse n'est pas conforme à l'article 9.2.3 de l'arrêté

L'Inspection note que la fréquence d'analyse n'est pas conforme à l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21/07/2015 modifié. Cette non conformité relevée lors de la visite d'inspection du 26/03/2024 est constatée depuis 2022 :

- 2022 : 2 campagnes réalisées (octobre et novembre) : 2 campagnes sur les 4 prévues et réalisées sur le même trimestre ;
- 2023 : 4 campagnes réalisées (avril, juin, août et novembre) : 4 campagnes réalisées mais aucune sur le 1er trimestre et 2 sur le même trimestre : aucune campagne de novembre 2022 à avril 2023 ;
- 2024 : 5 campagnes réalisées (juin, septembre (contrôle inopiné DREAL), octobre, novembre et décembre) : aucune sur le 1er trimestre et 3 sur le même trimestre : aucune campagne n'a été réalisée entre novembre 2023 et juin 2024.

La planification mise en œuvre par l'exploitant ne permet pas d'assurer une surveillance régulière de la qualité des eaux de refroidissement qui sont rejetées directement au milieu naturel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 2 : l'exploitant est mis en demeure, sous 1 mois, de réaliser les analyses concernant les eaux de refroidissement à la fréquence indiquée à l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21/07/2015 modifié.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 4.3.7 et 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE

Prescription contrôlée :

Article 4.3.7 - Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets[...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes:

- Température : 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 [...]

Article 4.3.9 - Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet au GEPEIF

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite

	DCO
Flux maximal journalier (kg)	2500
Flux maximal journalier moyen (kg) calculé sur le mois	1800

Demande n° 5 du rapport de la visite d'inspection du 26/03/2024 (UDR-CRT-24-056-AC) :
L'exploitant transmet à l'inspection un porter à connaissance afin de mettre à jour les prescriptions concernant les VLE fixées pour les eaux résiduaires. L'examen de cette demande se fera également au regard du respect des MTD des BREF applicables au site. Délai : 3 mois.

Constats :

A la date de l'inspection, l'exploitant n'a pas transmis le porter à connaissance pour mettre à jour les prescriptions concernant les VLE fixées pour les eaux résiduaires, et en particulier les paramètres pH et DCO. Les eaux résiduaires ne respectent pas les prescriptions des articles 4.3.7 et 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2015 modifié *a minima* pour les mois suivants :

- mars 2024 : pH compris entre 1,4 et 4,4, 8 valeurs DCO supérieures à 2500 kg/jour (comprises entre 2529,69 et 4590,74), flux moyen journalier de 2221,08 kg/jour
- avril 2024 : pH compris entre 1,4 et 4,3, 2 valeurs DCO supérieures à 2500 kg/jour (3582,59 et 2882,78)
- mai 2024 : pH compris entre 1,5 et 11,2, 5 valeurs DCO supérieures à 2500 kg/jour (2582,74, 4562,85, 2533,65, 2799,55, 2633,84), flux moyen journalier de 1981,55 kg/jour
- juillet 2024 : pH compris entre 1,1 et 4,4, 1 valeur DCO supérieure à 2500 kg/jour (2933,1).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 3 : l'exploitant est mis en demeure, sous 3 mois, de respecter les VLE fixées pour les eaux résiduaires du site qui sont envoyées au GEPEIF pour traitement, et définies aux articles 4.3.7 et 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2015 modifié. A défaut, il transmet à l'inspection un porter à connaissance afin de mettre à jour les prescriptions concernant les VLE fixées pour les eaux résiduaires. L'examen de cette demande se fera également au regard du respect des MTD des BREF applicables au site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article 9.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Les résultats de cette auto-surveillance sont portés sous l'application GIDAF. Demande n° 6 du rapport de la visite d'inspection du 26/03/2024 (UDR-CRT-24-056-AC) : L'exploitant réalise la saisie des résultats de son auto-surveillance dans l'application GIDAF. Délai : 1 mois
Constats : A la date de l'inspection, aucun résultat concernant la surveillance des eaux résiduaires et des eaux de refroidissement n'a été transmis pour les mois d'août, septembre, octobre. Pour rappel, les résultats du mois doivent être transmis via GIDAF au plus tard le dernier jour du mois suivant. Aucun résultat concernant les campagnes trimestrielles de surveillance des eaux de refroidissement n'a été transmis. L'exploitant indique que le retard pris dans la saisie des résultats GIDAF est lié à l'absence prolongée du technicien HSE en charge de cette tâche. L'Inspection rappelle que la transmission des résultats de l'autosurveillance à l'Inspection est une obligation réglementaire et que l'exploitant doit mettre en place l'organisation nécessaire pour remplir cette obligation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n° 4 : l'exploitant est mis en demeure, sous 1 mois, de réaliser la saisie des résultats de son auto-surveillance dans l'application GIDAF.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois